



## Au sommaire de ce numéro

Manifeste pour les produits de haute nécessité ( <i>lettre de Guadeloupe</i> ).....	2
La croissance, la croissance, la croissance, dit Tonton ( <i>Grégory Motton</i> ).....	4
Lu dans la presse.....	5
Agenda.....	6

## Les paradis fiscaux, agents de la crise financière

(repris de *Lignes d'attac*, février 2009)

### IMPORTANT

Dès ce début d'année, renouvelez votre cotisation à ATTAC... et incitez vos amis à adhérer.

Adressez-nous vos réactions, vos commentaires, vos analyses, vos questions, vos réponses, vos coups de cœur, vos coups de gueule.

Sur ATTAC, sur l'actualité, sur une émission, un film, un livre. De trois lignes à une page.

N'attendez pas !

Ce numéro vous a intéressé ? Pensez à ceux qui n'ont que la télé ou la radio pour s'informer.

Diffusez, par courriel ou sur papier...

La crise financière mondiale est née aux Etats-Unis en 2006-2007. Assez rapidement elle s'est complétée d'une crise bancaire et d'une crise de disponibilité des liquidités ; elle a percuté les budgets publics de nombreux Etats et a accru une crise économique et une crise sociale déjà bien installées. Face aux milliards de dollars, de livres sterling et d'euros ouverts soudainement aux banques pour « sauver les économies des épargnants » (sic), des responsables politiques ont utilisé le discours qu'ils tiennent après chaque catastrophe : « plus jamais ça ! » Parmi celles et ceux qui, pendant des années, ont participé aux dérégulations et à la libéralisation totale de la finance, on a entendu des rodomontades contre les patrons voyous et aussi contre le « scandale des paradis fiscaux ». Mais aucune mesure concrète sérieuse n'a encore été prise pour venir crédibiliser ces discours.

### Pourtant, il y a urgence à faire disparaître les paradis fiscaux et judiciaires (PFJ).

Ils facilitent l'opacité dans les relations financières. Ce n'est pas un hasard si 80 % des fonds d'investissements spéculatifs (hedge funds) sont localisés dans les PFJ.

Ils facilitent toutes les déréglementations. Dès lors que les PFJ voient transiter plus de 50 % des transactions financières internationales, la moindre réglementation qui pourrait être prise par un Etat serait immédiatement contournée.

Ils facilitent la création et la concentration de masses financières énormes. L'existence des PFJ rend encore plus facile la fraude fiscale de grande ampleur pour les multinationales et les particuliers riches.

Ils facilitent la spéculation et l'instabilité financière. L'existence de masses financières énormes provenant des profits accumulés par une toute petite frange de la population devient une véritable machine à fabriquer des « bulles ».

### Agir contre les paradis fiscaux, c'est possible !

D'une part, il faut fixer des normes internationales, qui devraient être admises par les Etats qui déclarent vouloir agir contre la crise financière, et qui seraient soumises à la signature des actuels PFJ, réglementant la circulation financière, permettant de supprimer l'anonymat et le secret, obligeant à une coopération administrative et judiciaire.

D'autre part, ces mêmes Etats devraient déclarer nulles les transactions financières réalisées par des opérateurs domiciliés sur leurs territoires qui refuseraient ces nouvelles normes.

Un organisme international serait mis en place pour s'assurer de la bonne application des normes et des réglementations.

**Un accord des seuls vingt chefs autoproclamés du G20 serait suffisant** pour entraîner une application planétaire.

**Serait suffisant un accord régional des Etats membres de l'Union européenne** s'appliquant entre ces Etats, et fixant le cadre des relations de l'Union européenne avec le reste du monde.

Et **chaque pays peut prendre des mesures concrètes**. Ainsi, la France devrait déjà interdire aux banques et aux entreprises qui reçoivent des fonds publics d'avoir des relations avec les PFJ, et elle pourrait peser sur « ses » paradis fiscaux « proches » (Monaco, Andorre, îles des Caraïbes ou du Pacifique).

# Manifeste pour les "produits" de haute nécessité

*Un autre monde est possible, dit on à Attac. En Guadeloupe il y des éclaireurs de ce nouveau monde*

**Ernest Breleur, Patrick Chamoiseau, Serge Domi, Gérard Delver, Edouard Glissant, Guillaume Pigéard de Gurbert, Olivier Portecop, Olivier Pulvar, Jean-Claude William**

"Au moment où le maître, le colonisateur proclame "il n'y a jamais eu de peuple ici", le peuple qui manque est un devenir, il s'invente, dans les bidonvilles et les camps, ou bien dans les ghettos, dans de nouvelles conditions de lutte auxquelles un art nécessairement politique doit contribuer".  
*Gilles Deleuze - L'image-temps*

"Cela ne peut signifier qu'une chose : non pas qu'il n'y a pas de route pour en sortir, mais que l'heure est venue d'abandonner toutes les vieilles routes.  
*Aimé Césaire. - Lettre à Maurice Thorez.*

C'est en solidarité pleine et sans réserve aucune que **nous saluons le profond mouvement social qui s'est installé en Guadeloupe, puis en Martinique**, et qui tend à se répandre à la Guyane et à la Réunion. Aucune de nos revendications n'est illégitime. Aucune n'est irrationnelle en soi, et surtout pas plus démesurée que les rouages du système auquel elle se confronte. Aucune ne saurait donc être négligée dans ce qu'elle représente, ni dans ce qu'elle implique en relation avec l'ensemble des autres revendications. Car **la force de ce mouvement est d'avoir su organiser sur une même base ce qui jusqu'alors s'était vu disjoint, voire isolé dans la cité catégorielle – à savoir les luttes jusqu'alors inaudibles dans les administrations, les hôpitaux, les établissements scolaires, les entreprises, les collectivités territoriales, tout le monde associatif, toutes les professions artisanales ou libérales..**

Mais le plus important est que **la dynamique du Lyannaj** - qui est d'allier et de rallier, de lier relier et relayer tout ce qui se trouvait désolidarisé - est que la souffrance réelle du plus grand nombre (confrontée à un délire de concentrations économiques, d'ententes et de profits) **rejoint des aspirations diffuses, encore inexprimables mais bien réelles, chez les jeunes, les grandes personnes, oubliés, invisibles et autres souffrants indéchiffrables de nos sociétés**. La plupart de ceux qui y défilent en masse découvrent (ou recommencent à se souvenir) que l'on peut saisir l'impossible au collet, ou enlever le trône de notre renoncement à la fatalité.

**Cette grève est donc plus que légitime**, et plus que bienfaisante, et ceux qui défontent, temporent, tergiversent, faillissent à lui porter des réponses décentes, se rapetissent et se condamnent.

Dès lors, **derrière le prosaïque du "pouvoir d'achat"** ou du "panier de la ménagère", **se profile l'essentiel qui nous manque et qui donne du sens à l'existence**, à savoir : le poétique.

Toute vie humaine un peu équilibrée s'articule entre, d'un côté, les nécessités immédiates du boire-survivre-manger (en clair : le prosaïque) ; et, de l'autre, l'aspiration à un épanouissement de soi, là où la nourriture est de dignité, d'honneur, de musique, de chants, de sports, de danses, de lectures, de philosophie, de spiritualité, d'amour, de temps libre affecté à l'accomplissement du grand désir intime (en clair : le poétique). Comme le propose Edgar Morin, le vivre-pour-vivre, tout comme le vivre-pour-soi n'ouvrent à aucune plénitude sans le donner-à-vivre à ce que nous aimons, à ceux que nous aimons, aux impossibles et aux dépassements auxquels nous aspirons.

La "hausse des prix" ou "la vie chère" ne sont pas de petits diables-ziguidi qui surgissent devant nous en cruauté spontanée, ou de la seule cuisse de quelques purs békés. Ce sont les résultantes d'une dentition de système où règne **le dogme du libéralisme économique**. Ce dernier s'est emparé de la planète, il pèse sur la totalité des peuples, et il préside dans tous les imaginaires - non à une épuration ethnique, mais bien à une sorte "d'épuration éthique" (entendre : désenchantement, désacralisation, désymbolisation, déconstruction même) de tout le fait humain. Ce système a confiné nos existences dans des individuations égoïstes qui vous suppriment tout horizon et vous condamnent à deux misères profondes : être "consommateur" ou bien être "producteur". Le consommateur ne travaillant que pour consommer ce que produit sa force de travail devenue marchandise ; et le producteur réduisant sa production à l'unique perspective de profits sans limites pour des consommations fantasmées sans limites. L'ensemble ouvre à cette socialisation anti-sociale, dont parlait André Gorz, et où l'économique devient ainsi sa propre finalité et déserte tout le reste. Alors, quand le "prosaïque" n'ouvre pas aux élévations du "poétique", quand il devient sa propre finalité et se consume ainsi, nous avons tendance à croire que les aspirations de notre vie, et son besoin de sens, peuvent se loger dans ces codes-barres que sont "le pouvoir d'achat" ou "le panier de la ménagère". Et pire: nous finissons par penser que la gestion vertueuse des misères les plus intolérables relève d'une politique humaine ou progressiste.

Il est donc urgent d'escorter les "produits de premières nécessités", d'une autre catégorie de denrées ou de facteurs qui relèveraient résolument d'une "haute nécessité". Par cette idée de "haute nécessité", nous appelons à prendre conscience du poétique déjà en œuvre dans un mouvement qui, au-delà du pouvoir d'achat, relève d'une exigence existentielle réelle, d'un appel très profond au plus noble de la vie.

Alors que mettre dans ces "produits" de haute nécessité ?

C'est tout ce qui constitue le cœur de **notre souffrant désir de faire peuple et nation, d'entrer en dignité sur la grand-scène du monde**, et qui ne se trouve pas aujourd'hui au centre des négociations en Martinique et en Guadeloupe, et bientôt sans doute en Guyane et à la Réunion.

D'abord, il ne saurait y avoir d'avancées sociales qui se contenteraient d'elles-mêmes. Toute avancée sociale ne se réalise vraiment que dans une expérience politique qui tirerait les leçons structurantes de ce qui s'est passé. Ce mouvement a mis en exergue le tragique émiettement institutionnel de nos pays, et l'absence de pouvoir qui lui sert d'ossature. Le "déterminant" ou bien le "décisif" s'obtient par des voyages ou par le téléphone. La compétence n'arrive que par des émissaires. La désinvolture et le mépris rôdent à tous les étages. L'éloignement, l'aveuglement et la déformation président aux analyses. L'imbroglio des pseudos pouvoirs Région-Département-Préfet, tout comme cette chose qu'est l'association des maires, ont montré leur impuissance, même leur effondrement, quand une revendication massive et sérieuse surgit dans une entité culturelle historique identitaire humaine, distincte de celle de la métropole administrante, mais qui ne s'est jamais vue traitée comme telle. Les slogans et les demandes ont tout de suite sauté par-dessus nos "présidents locaux" pour s'en aller mander ailleurs. Hélas, tout victoire sociale qui s'obtiendrait ainsi (dans ce bond par-dessus nous-mêmes), et qui s'arrêterait là, renforcerait notre assimilation, donc conforterait notre inexistence au monde et nos pseudos pouvoirs.

**Ce mouvement se doit donc de fleurir en vision politique**, laquelle devrait ouvrir à une force politique de renouvellement et de projection apte à nous faire accéder à la responsabilité de nous-mêmes par nous-mêmes et au pouvoir de nous-mêmes sur nous-mêmes. Et même si un tel pouvoir ne résoudrait vraiment aucun de ces problèmes, il nous permettrait à tout le moins de les aborder désormais en saine responsabilité, et donc de les traiter enfin plutôt que d'acquiescer aux sous-traitances. La question békée et des ghettos qui germent ici où là, est une petite question qu'une responsabilité politique endogène peut régler. Celle de la répartition et de la protection de nos terres à tous points de vue aussi. Celle de l'accueil préférentiel de nos jeunes tout autant. Celle d'une autre Justice ou de la lutte contre les fléaux de la drogue en relève largement... Le déficit en responsabilité crée amertume, xénophobie, crainte de l'autre, confiance réduite en soi... La question de la responsabilité est donc de haute nécessité. C'est dans l'irresponsabilité collective que se nichent les blocages persistants dans les négociations actuelles. Et c'est dans la responsabilité que se trouve l'invention, la souplesse, la créativité, la nécessité de trouver des solutions endogènes praticables. C'est dans la responsabilité que l'échec ou l'impuissance devient un lieu d'expérience véritable et de maturation. C'est en responsabilité que l'on tend plus rapidement et plus positivement vers ce qui relève de l'essentiel, tant dans les luttes que dans les aspirations ou dans les analyses.

Ensuite, il y a la haute nécessité de comprendre que **le labyrinthe obscur et indémêlable des prix** (marges, sous-marges, commissions occultes et profits indécents) **est inscrit dans une logique de système libéral marchand, lequel s'est étendu à l'ensemble de la planète avec la force aveugle d'une religion**. Ils sont aussi enchâssés dans une absurdité coloniale qui nous a détournés de notre manger-pays, de notre environnement proche et de nos réalités culturelles, pour nous livrer sans pantalon et sans jardins-bokay **aux modes alimentaires européens**. C'est comme si la France

avait été formatée pour importer toute son alimentation et ses produits de grande nécessité depuis des milliers et des milliers de kilomètres. Négocier dans ce cadre colonial absurde avec l'insondable chaîne des opérateurs et des intermédiaires peut certes améliorer quelque souffrance dans l'immédiat ; mais l'illusoire bienfaisance de ces accords sera vite balayée par le principe du "Marché" et par tous ces mécanismes que créent un usage de voracités, (donc de profitations nourries par " l'esprit colonial " et régulées par la distance) que les primes, gels, aménagements vertueux, réductions opportunistes, pianotements dérisoires de l'octroi de mer, ne sauraient endiguer.

**Il y a donc une haute nécessité à nous vivre Caribéens dans nos imports-exports vitaux, à nous penser Américains pour la satisfaction de nos nécessités, de notre autosuffisance énergétique et alimentaire.** L'autre très haute nécessité est **ensuite** de s'inscrire dans une **contestation radicale du capitalisme contemporain** qui n'est pas une perversion mais bien la plénitude hystérique d'un dogme. La haute nécessité est de tenter tout de suite de **jeter les bases d'une société non économique, où l'idée de développement à croissance continue serait écartée au profit de celle d'épanouissement ; où emploi, salaire, consommation et production seraient lieux de création de soi et de parachèvement de l'humain.** Si le capitalisme (dans son principe très pur qui est la forme contemporaine) a créé ce Frankenstein consommateur qui se réduit à son panier de nécessités, il engendre aussi de bien lamentables "producteurs" - chefs d'entreprises, entrepreneurs, et autres socioprofessionnels ineptes - incapables de tressaillements en face d'un sursaut de souffrance et de l'impérieuse nécessité d'un autre imaginaire politique, économique, social et culturel. Et là, il n'existe pas de camps différents. Nous sommes tous victimes d'un système flou, globalisé, qu'il nous faut affronter ensemble. Ouvriers et petits patrons, consommateurs et producteurs, portent quelque part en eux, silencieuse mais bien irréductible, cette haute nécessité qu'il nous faut réveiller, à savoir : vivre la vie, et sa propre vie, dans l'élévation constante vers le plus noble et le plus exigeant, et donc vers le plus épanouissant. Ce qui revient à vivre sa vie, et la vie, dans toute l'ampleur du poétique.

**On peut mettre la grande distribution à genoux en mangeant sain et autrement.** On peut renvoyer la Sara et les compagnies pétrolières aux oubliettes, en **rompant avec le tout automobile.** On peut endiguer les agences de l'eau, leurs prix exorbitants, en considérant la moindre goutte sans attendre comme une **denrée précieuse**, à protéger partout, à utiliser comme on le ferait des dernières chiquetailles d'un trésor qui appartient à tous.

On ne peut vaincre ni dépasser le prosaïque en demeurant dans la caverne du prosaïque, il faut ouvrir en poétique, en **décroissance** et en sobriété. Rien de ces institutions si arrogantes et puissantes aujourd'hui (banques, firmes transnationales, grandes surfaces, entrepreneurs de santé, téléphonie mobile...) ne sauraient ni ne pourraient y résister.

Enfin, sur la question des salaires et de l'emploi. Là aussi il nous faut déterminer la haute nécessité. Le capitalisme contemporain réduit la part salariale à mesure qu'il augmente sa production et ses profits. Le chômage est une conséquence directe de la diminution de son besoin de main d'œuvre. Quand il délocalise, ce n'est pas dans la recherche d'une main d'œuvre abondante, mais dans le souci d'un effondrement plus accéléré de la part salariale. Toute déflation salariale dégage des profits qui vont de suite au grand jeu welto de la finance. **Réclamer une augmentation de salaire conséquente n'est donc en rien illégitime : c'est le début d'une équité qui doit se faire mondiale.**

Quant à l'idée du "plein emploi", elle nous a été clouée dans l'imaginaire par les nécessités du développement industriel et les épurations éthiques qui l'ont accompagnée. **Le travail** à l'origine était inscrit dans un système symbolique et sacré (d'ordre politique, culturel, personnel) qui en déterminait les ampleurs et le sens. Sous la régie capitaliste, il a **perdu son sens créateur et sa vertu épanouissante** à mesure qu'il devenait, au détriment de tout le reste, tout à la fois un simple "emploi", et l'unique colonne vertébrale de nos semaines et de nos jours. Le travail a achevé de perdre toute signification quand, devenu lui-même une simple marchandise, il s'est mis à n'ouvrir qu'à la consommation. Nous sommes maintenant au fond du gouffre. Il nous faut donc réinstaller le travail au sein du poétique. Même acharné, même pénible, **qu'il redevenue un lieu d'accomplissement, d'invention sociale et de construction de soi**, ou alors qu'il en soit un outil secondaire parmi d'autres. Il y a des myriades de compétences, de talents, de créativité, de folies bienfaisantes, qui se trouvent en ce moment stérilisés dans les couloirs ANPE et les camps sans barbelés du chômage structurel né du capitalisme. Même quand nous nous serons débarrassés du dogme marchand, les avancées technologiques (vouées à la sobriété et à la décroissance sélective) nous aideront à transformer la valeur-travail en une sorte d'arc-en-ciel, allant du simple outil accessoire jusqu'à l'équation d'une activité à haute incandescence créatrice. Le plein emploi ne sera pas du prosaïque productivisme, mais il s'envisagera dans ce qu'il peut créer en socialisation, en autoproduction, en temps libre, en temps mort, en ce qu'il pourra permettre de solidarités, de partages, de soutiens aux plus démantelés, de revitalisations écologiques de notre environnement... Il s'envisagera en "tout ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue". Il y aura du travail et des revenus de citoyenneté dans ce qui stimule, qui aide à rêver, qui mène à méditer ou qui ouvre aux délices de l'ennui, qui installe en musique, qui oriente en randonnée dans le pays des livres, des arts, du chant, de la philosophie, de l'étude ou de la consommation de haute nécessité qui ouvre à création - créaconsommation. En valeur poétique, il n'existe ni chômage ni plein emploi ni assistanat, mais autorégénération et autoréorganisation, mais du possible à l'infini pour tous les talents, toutes les aspirations. En valeur poétique, le PIB des sociétés économiques révèle sa brutalité.

Voici ce premier panier que nous apportons à toutes les tables de négociations et à leurs prolongements : **que le principe de gratuité soit posé pour tout ce qui permet un dégageant des chaînes, une amplification de l'imaginaire, une stimulation des facultés cognitives, une mise en créativité de tous, un déboulé sans manman de l'esprit.** Que ce principe balise les chemins vers le livre, les contes, le théâtre, la musique, la danse, les arts visuels, l'artisanat, la culture et l'agriculture... Qu'il soit inscrit au porche des maternelles, des écoles, des lycées et collèges, des universités et de tous les lieux connaissance et de formation... Qu'il ouvre à des usages créateurs des technologies neuves et du cyberspace. Qu'il favorise tout ce qui permet d'entrer en Relation (rencontres, contacts, coopérations, interactions, errances qui orientent) avec les virtualités imprévisibles du Tout-Monde... C'est le gratuit en son principe qui permettra aux politiques sociales et culturelles publiques de déterminer l'ampleur des exceptions. C'est à partir de ce principe que nous devons imaginer des échelles non marchandes allant du totalement gratuit à la participation réduite ou symbolique, du financement public au financement individuel et volontaire... C'est le gratuit en son principe qui devrait s'installer aux fondements de nos sociétés neuves et de nos solidarités imaginantes...

**Nous appelons à une haute politique, à un art politique.** Projetons nos imaginaires dans ces hautes nécessités jusqu'à ce que la force du Lyannaj ou bien du vivre-ensemble, ne soit plus un "panier de ménagère", mais le souci démultiplié d'une plénitude de l'idée de l'humain.

Imaginons ensemble un cadre politique de responsabilité pleine, dans des sociétés martiniquaise guadeloupéenne guyanaise réunionnaise nouvelles, prenant leur part souveraine aux luttes planétaires contre le capitalisme et pour un monde écologiquement nouveau.

Profitez de cette conscience ouverte, à vif, pour que les négociations se nourrissent, prolongent et s'ouvrent comme une floraison dans une audience totale, sur ces nations qui sont les nôtres.

An gwan lodyans qui ne craint ni ne déserte les grands frissons de l'utopie.

Nous appelons donc à ces utopies où le Politique ne serait pas réduit à la gestion des misères inadmissibles ni à la régulation des sauvageries du "Marché", mais où il retrouverait son essence au service de tout ce qui confère une âme au prosaïque en le dépassant ou en l'instrumentalisant de la manière la plus étroite.

Nous appelons à une haute politique, à un art politique, qui installe l'individu, sa relation à l'Autre, au centre d'un projet commun où règne ce que la vie a de plus exigeant, de plus intense et de plus éclatant, et donc de plus sensible à la beauté.

Ainsi, chers compatriotes, en nous débarrassant des archaïsmes coloniaux, de la dépendance et de l'assistanat, en nous inscrivant résolument dans l'épanouissement écologique de nos pays et du monde à venir, en contestant la violence économique et le système marchand, nous naîtrons au monde avec une visibilité levée du post-capitalisme et d'un rapport écologique global aux équilibres de la planète...

Alors voici notre vision : **Petits pays, soudain au cœur nouveau du monde, soudain immenses d'être les premiers exemples de sociétés post-capitalistes, capables de mettre en œuvre un épanouissement humain qui s'inscrit dans l'horizontale plénitude du vivant...**

## "La croissance, la croissance, la croissance" ... dit Tonton

Pour changer un peu, une scène de la pièce de **Gregory Motton** "Gengis parmi les Pygmées" jouée à la Comédie Française en 2004

[transmis par Attac Uzège]

**Gengis** Tu sais mon peuple, étrangement, ne semble pas avoir de possessions. Pourquoi est-ce ainsi ?

**Tonton** Parce que nous ne lui en vendons pas.

**Gengis** Mais ils ne font rien d'autre que d'acheter des choses.

**Tonton** Non, pas à strictement parler, pas des choses en tant que telles. Plutôt des riens, mais avec les noms de ces riens écrits dessus. C'est le nom qu'ils achètent.

**Gengis** Mais où sont tous les riens ... il doit y en avoir une énorme quantité ... éparpillés partout ?

**Tonton** Non. Nous avons conçu les riens pour qu'ils s'autodétruisent en seulement quelques semaines, laissant plein d'espace pour l'achat de nouveaux riens pour les remplacer.

**Gengis** Et pourtant il semble rester remarquablement peu d'espace.

**Tonton** Oui, il y a la petite question des débris. Oh oui, nous disséminons les débris de tous côtés, aussi près du Nigéria que nous pouvons. C'est une solution globale pour une planète globale.

**Gengis** Ne vaudrait-il pas mieux que nous fassions moins de riens pour sauvegarder le peu d'espace qui reste ?

**Tonton** Non, *au contraire*, nous devons accélérer le rendement de la production des riens ; c'est une question assez urgente.

**Gengis** Une question urgente ? Pourquoi donc ?

**Tonton** Parce que les matières premières s'épuisent.

**Gengis** Les matières ? Pour faire des riens ? Pas possible ?

**Tonton** Oh si, on utilise énormément de matières, et elles s'épuisent vite.

**Gengis** Ah oui ?

**Tonton** Oui, il n'y en aura plus du tout en Août 2038 pour être précis. Donc il n'y a pas de temps à perdre. La croissance, c'est ça dont nous avons besoin, aucun doute là-dessus.

**Gengis** Non, nul doute là-dessus.

**Tonton** La croissance, la croissance, la croissance.

**Gengis** Oui ! oui ! oui ! Nous ne voulons pas que l'économie se resserre non ?

**Tonton** (*il hurle*) Rien que d'y penser !

**Gengis** Mettons-nous d'accord pour ne plus jamais parler de ça.

**Tonton** Pas même une seconde nous nous demanderons si la croissance est une bonne chose.

**Gengis** Jamais, jusqu'à ce que l'obscurité éternelle recouvre la terre et que l'homme ait disparu.

**Tonton** Ça lui fera les pieds.

**Gengis** Quel connard !

**Tonton** Oui.

## Lu dans la presse

**Et si on changeait tout ?** un passionnant dossier du numéro de mars d'*Alternatives économiques*. *Extraits*.

**Les écarts de revenus et de patrimoine** qui se sont développés depuis trente ans sont inacceptables (...). Qui peut croire un seul instant qu'un RMIste, qui touche 455 € par mois, et Bernard Arnault, PDG et principal actionnaire du groupe de luxe LVMH et par ailleurs patron le mieux payé de France avec 13,9 millions d'euros reçus en 2007, soit l'équivalent de 907 SMIC ou 2545 RMI, soient réellement « libres et égaux en droit » ? Et qui peut imaginer une seconde que les distinctions sociales qui les séparent ne sont « fondées que sur l'utilité commune », comme l'exige l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 ?

Le risque d'une escalade protectionniste dans le désordre ne doit cependant pas interdire le débat sur les vertus du libre-échange. La grande majorité des économistes a longtemps défendu l'idée que **l'ouverture** était toujours favorable à la croissance, en étendant au niveau international les vertus de la concurrence et de l'échange. Il y avait certes des gagnants et des perdants, mais il suffisait de répartir les gains entre tous pour que chacun y trouve son compte. Pourtant, les historiens de l'économie montrent qu'**aucun pays ne s'est développé en suivant cette règle**. Plus, nombre d'économistes réputés admettent désormais qu'**une ouverture sans contrôle** avec des pays au mercantilisme agressif, comme la Chine, capables de produire à peu près tout à bas prix, **peut conduire à un appauvrissement des pays riches** (Paul Samuelson), détruire une partie non négligeable de leurs emplois de services, (Alan Blinder) et **tirer les salaires vers le bas** (Paul Krugman). (...) La priorité serait donc plutôt de remettre à l'ordre du jour, dans les négociations internationales, la question de l'intégration des questions sanitaires, environnementales et sociales dans les règles commerciales.

**Les scénarios de réduction de notre empreinte écologique sont aussi ceux qui créent le plus d'emplois** là où les gens vivent. Les énergies renouvelables, l'isolation des logements, l'agriculture biologique, les transports collectifs, les services aux personnes, les activités culturelles... incorporent plus de travail et moins de capital que les modes de production et de consommation actuels.

Donner un prix au carbone via une **taxe carbone-énergie** sur l'ensemble des secteurs économiques offrirait un avantage comparatif aux techniques les plus économes en énergie. Taxer le fuel lourd des bateaux et le kérosène des avions, qui échappent aujourd'hui à toute imposition, réduirait les transports inutiles et de nombreuses productions seraient sans doute relocalisées.

La première **AMAP** a été créée en 2001. Aujourd'hui, on en compte 700, qui réunissent plus de 45 000 consommateurs.

Les 35 heures sont mortes ? **vive les 32 heures !** Pourquoi, en effet, ne pas se réconcilier avec la réduction du temps de travail, aujourd'hui accusée de tous les maux ? En un siècle et demi, la durée annuelle moyenne de travail des Français a été divisée par deux. Ce qui a permis de développer les loisirs, les activités associatives, de mieux s'occuper de nos enfants, etc. Autrement dit, de réduire la place du travail contraint dans la vie de chacun. Continuer dans cette voie n'est pas irréaliste : contrairement aux idées reçues, les Français travaillent plus longtemps que la moyenne des Européens. Au lieu d'inciter les salariés à réaliser des heures supplémentaires, mieux vaudrait privilégier le travailler tous et mieux au travailler plus.

**Alimentation et empreinte écologique.** C'est le dossier du mois de *Silence* (mars). *Extraits*.

**Menu classique avec ingrédients conventionnels** : charcuterie, bavette aux échalotes et gratin dauphinois, fromage, tartelette aux pommes. Coût du repas : **8,80 €**.

**Menu équilibré végétarien avec ingrédients biologiques** : salade de crudités, couscous végétariens, yaourt, crumble aux pommes. Coût du repas : **1,85 €**.

**Menu avec des produits biologiques et protéines carnées économiques** : salade de crudités, bœuf bourguignon et carottes, fromage blanc aux fruits de saison. Coût du repas : **3,70 €**.

Il faut 7 à 9 grammes de protéines végétales pour produire 1 gramme de protéine animale.

En cinquante ans, en France, la consommation de viande a plus que doublé, pour atteindre 110 kg par an et par personne.

Si vous consommez des tomates de votre jardin ou d'un producteur local, cultivées en plein air, cette production aura nécessité en moyenne **0,05 litre** de pétrole par kilo. Si vous consommez des tomates cultivées chez un producteur sous serre chauffée, leur production aura nécessité en moyenne **2,45 litres** de pétrole par kilo. Si vous consommez des tomates importées par avion des îles Canaries, leur production aura coûté en moyenne **4,46 litres** de pétrole par kilo.

## Agenda

19 mars

Colombes

### Les lobbyings européens

Conférence-débat avec **Bernard Blavette** (membre du CA d'Attac 92)

20 H 30, à la salle de la vie associative, 32, boulevard des Oiseaux

Pour se rendre à la salle : Train : Gare St Lazare, descendre à Colombes, prendre la rue Saint Denis, prendre la deuxième à droite (rue de gauche)

Prochain débat : ATTAC : 01 47 81 11 55, [bkervella@orange.fr](mailto:bkervella@orange.fr)

Le jeudi 16 avril 2009 : les nanotechnologies

Avec Bernard Kervella membre du Conseil scientifique d'Attac

20 mars

Clamart

### La souffrance au travail

conférence-débat avec **Jean-Marie Kneib** (docteur en mathématique, psychologue du travail) et

**Lucile Nachon** (médecin du travail)

20 H30 Salle Jacky Vauclair (dans le centre-ville de Clamart, à l'Hôtel de ville, place Maurice Gunzbourg en haut de la rue piétonne qui s'appelle avenue Jean Jaurès. On peut s'y rendre en bus : 189, 162, 190, 191, selon d'où l'on vient ... la gare SNCF est à 15 minutes à pied et le 189 fait la jonction entre la gare et la rue piétonne qu'il faudra remonter tranquillement

Jean-Marie Kneib commencera pas quelques questions fondamentales (qu'est-ce que le travail, qu'est-ce que le sujet au travail, qu'est-ce que la valeur du travail ?) puis il nous parlera de la question de la prévention des maladies psychiques liées au travail (dépressions, angoisses, ...) et reviendra sur le paradigme du stress qui tend à occulter ces questions fondamentales ; avec Lucile Nachon, médecin du travail dans un service inter-entreprise privé, nous parlerons d'exemples concrets de maladies psychiques et troubles musculosquelettiques rencontrés dans sa pratique (superettes ; centre d'appel téléphonique).

Cette soirée se référera principalement au travail de l'équipe de Christophe Dejours (psychanalyste) du CNAM.

Plus d'infos, des textes préparatoires, les archives sur ce thème sur : <http://attac92clamart.free.fr/autre>

2 avril

Montrouge

### L'immigration, les sans-papiers, conférence-débat avec **Gilles Lemaire**

20 H 30, Maison des Associations (salle 15), 105, avenue Aristide Briand, métro porte d'Orléans. L'avenue Aristide Briand est la Nationale 20.

Consultez le site Internet d'Attac 92 : [www.local.attac.org/attac92](http://www.local.attac.org/attac92) Jean-Louis Montel, webmestre du site Attac 92 [web.attac92@attac.org](mailto:web.attac92@attac.org)

## Organisation d'ATTAC 92

**Siège social:** 6, rue Ledru-Rollin 92150 Suresnes. [attac92@attac.org](mailto:attac92@attac.org)

**Site internet:** <http://www.local.attac.org/attac92>

Président d'ATTAC 92 : Michel Fenayon

Secrétaire Général : Bernard Blavette.

Trésorier : Hubert Guérinet.

Correspondant Electronique Local : Jean-Paul Allétru [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr)

## Bulletin d'adhésion 2009

NOM (en capitales) : .....PRENOM : ..... Homme / Femme (rayer la mention inutile)

Date de naissance : .....Profession : .....

Adresse : .....Code postal : .....Ville : .....Pays : ..... Téléphone fixe : .....

..... Mobile : .....

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) : .....

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2009 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association. je procède à un apport supplémentaire de .....

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) : par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex - France

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

**Angle d'attac 6, rue Ledru-Rollin – 92150 Suresnes**

Responsable de la publication : Michel Fenayon ([mfenayon@wanadoo.fr](mailto:mfenayon@wanadoo.fr))